



## Réunion de lancement du Conseil scientifique

14 janvier 2020

Compte rendu

### Membres présents :

Jean-Pierre BALLIGAND  
Salomé BERLIOUX  
Michel BOUVIER  
Christophe BOUILLON, APVF  
Géraldine CHAVRIER  
Emma CHENILLAT, APVF  
Sandro GOZI  
Jérôme GUEDJ  
Géraud GUIBERT  
François LANGLOIS  
Philippe MECHET  
Stéphane QUERE  
André ROBERT, APVF  
Thomas ROUGIER  
Emmanuel VIGNERON

### Membres excusés :

Florence CHALTIEL  
Eric CHAREYRON  
Gilles FINCHELSTEIN  
Eric HEYER  
Dominique HOORENS  
Dominique REYNIE

Après une présentation de la strate des petites villes<sup>1</sup> par le Président de l'APVF, Christophe Bouillon, et des intérêts propres à l'association, notamment la question des transitions (démographique, démocratique, écologique, numérique...) au-delà des sujets plus classiques institutionnels et financiers, Jean-Pierre Balligand a proposé à chacun des participants d'établir une liste de thématiques intéressants les petites villes, et autour desquelles des groupes de travail plus restreints pourraient être constitués.

**Liste des membres du Conseil scientifique : cf. Annexe.**

---

<sup>1</sup> 4 059 petites villes comprises entre 2 500 et 25 000 habitants, soit 26.1 millions d'habitants (38 % de la population nationale).

## • LISTE DES THEMATIQUES :

---

Cette liste non exhaustive peut être enrichie au fil des réunions.

### 1) Rubrique « Enjeux » : les transitions

- **La transition démocratique** : se pose la question de la participation citoyenne à l'échelle des petites villes ; de la manière d'instaurer et, éventuellement, d'institutionnaliser un dialogue entre les administrés et les acteurs publics locaux (au-delà du vote), sous quelles formes. L'idée étant que ce dialogue soit inclusif et permette à toutes les générations de s'exprimer.
- **La transition écologique** : à travers cet objet d'étude, il convient d'affirmer le rôle des maires dans la mise en œuvre de cette transition et de mettre en valeur les bonnes pratiques dans ce domaine, sans oublier l'articulation de l'action locale avec les priorités nationales.
- **La transition numérique** qui peut être analysée sous l'angle de la transition démographique.
- **La transition démographique** : caractérisée par un vieillissement et un rajeunissement de la population, elle suppose un accompagnement des maires et la mise en place d'une politique adaptée d'une part, aux enjeux particuliers de deux extrémités de population, que sont les « vieux » et les « jeunes » et, d'autre part, aux spécificités locales (la problématique et les réponses à apporter s'envisagent sans doute différemment selon l'on se situe dans une petite ville bourg-centre ou une petite ville périphérique).

### 2) Rubrique « Constats » : les fractures territoriales

Les fractures territoriales ont également été abordées par les membres du Conseil scientifique. L'étude de cette thématique plus transversale devrait déboucher sur un constat, celui de l'accompagnement insuffisant, et pourtant primordial, des transitions qui est l'une des causes principales de l'accroissement des fractures territoriales.

Ce sujet peut être analysé sous plusieurs angles : rapports entre rural/urbain, petites villes/métropoles...

### 3) Rubrique « Moyens juridiques »

Dans le cadre de la concertation sur le projet de loi « 3D », et pour enrichir les propositions de l'APVF avant l'examen du texte, le Conseil scientifique propose d'apporter son éclairage sur les thématiques de décentralisation et de différenciation.

#### - La décentralisation

Comment repenser la décentralisation, sous quel prisme et selon quelle répartition des responsabilités et des compétences (Etat/collectivités territoriales ; collectivités territoriales entre elles) ?

Faut-il décentraliser de nouvelles compétences, lesquelles et à quelles conditions ?

## - **La différenciation**

Il s'agirait là d'interroger le concept et les critères de différenciation (richesse, culturelle, géographique ou institutionnelle), de répertorier les outils de différenciation (expérimentation ...) et d'en cerner les limites (jusqu'où aller dans la différenciation ? Quel encadrement ?).

### 4) **Rubrique « Moyens financiers » : adaptation de l'impôt**

L'accompagnement des transitions et, plus largement, la mise en œuvre des politiques publiques locales et des compétences, supposent des moyens financiers.

Parce que les maires doivent retrouver les marges de manœuvre nécessaires à l'accomplissement de leurs missions, les membres du Conseil scientifique proposent de travailler sur la question de l'adaptation de l'impôt qui sous-tend, elle-même, un certain nombre d'autres questions : déterritorialisation de l'impôt (ménage et économique), évasion fiscale. Ces sujets éminemment politiques (reconstruction du processus de décision, sens et efficacité de l'impôt) débordent les aspects purement techniques de la matière.

### 5) **Rubrique « Mise en perspective européenne » : petites villes face aux priorités européennes**

Cette mise en perspective européenne permettrait de comprendre la manière dont s'insèrent les petites villes de France dans les priorités européennes. Leurs difficultés et leurs bonnes pratiques ont-elles des équivalents dans les pays membres de l'Union européenne ?

#### • **METHODE :**

---

Le Conseil scientifique, qui a vocation à être force de propositions et qui peut être saisi pour avis par le Bureau de l'APVF, se réunirait, en séance plénière, trois ou quatre fois par an (la prochaine se tiendra avril).

Des groupes de travail, en formation plus réduite, pourraient être constitués par thématique de travail en fonction des affinités de chacun. Ces travaux déboucheraient sur des notes ou des rapports d'une dizaine de pages.

#### • **FOCUS SUR LA TRANSITION DEMOGRAPHIQUE :**

---

Présentation des travaux de S. Berlioux et J. Guedj sur la transition démographique.

### 1) **La transition démographique sous le prisme du vieillissement (J. Guedj)**

A partir du constat du vieillissement de la population, de la massification des fragilités et du manque de prise de conscience des pouvoirs publics, Jérôme Guedj suggère un renforcement de la **prévention/anticipation**, au-delà d'une gestion curative de ces problématiques loin d'être efficace (accès limité aux soins, désertification médicale ...).

Cette politique préventive doit être **globale** : il s'agirait d'organiser la société, la ville autour de ces « fragiles » – repenser l'espace public, aménagement urbain, transport, logement – afin qu'elle retentisse de manière positive sur l'ensemble de la population située sur le territoire.

En la matière, beaucoup de **bonnes pratiques**, qu'il conviendrait de répertorier, ont été initiées dans les petites villes.

⇒ **Accéder aux travaux de Jérôme Guedj dans le cadre du Think tank « Matières grises » :**

[http://www.silver-economy-expo.com/telechargement/think\\_tank\\_matiere\\_grises\\_1\\_rapport.pdf](http://www.silver-economy-expo.com/telechargement/think_tank_matiere_grises_1_rapport.pdf)

<https://www.ehpa.fr/matiere-grises/>

## **2) La transition démographique sous le prisme de la jeunesse (S. Berlioux)**

Pour Salomé Berlioux, la problématique de la jeunesse périphérique, rurale, celle des petites et moyennes villes (environ 60 % des jeunes vivent en dehors des 25 plus grandes villes) se pose en termes d'égalité des droits et des chances, qu'il s'agisse de la formation, de la mobilité, du numérique ... Ses travaux démontrent qu'une large partie de cette jeunesse ne dispose pas des informations et de l'accompagnement suffisants pour son accomplissement personnel et, surtout, professionnel.

Il ne s'agit pas de penser la jeunesse exclusivement à travers le spectre de l'urbanité – en reportant ainsi les préoccupations urbaines sur celles des ruraux – mais d'établir le constat d'une « **inégalité face à l'avenir** » à laquelle est confrontée la jeunesse actuelle.

⇒ **Accéder aux travaux de Salomé Berlioux au sein de la Fondation Jean-Jaurès :**

<https://jean-jaures.org/nos-productions/jeunes-des-villes-jeunes-des-champs-la-lutte-des-classes-n-est-pas-finie>

Finalement, ces angles d'attaque (vieillesse, jeunesse) ont pour points communs : de concerner deux extrémités fragilisées de la population ; que ces catégories sont, plus que d'autres, touchées par les fractures territoriales ; que leur condition dépend largement des politiques publiques locales menées.

### **• CALENDRIER :**

---

**Prochaine réunion : première semaine d'avril, pour déterminer le jour qui convienne le mieux à la majorité, remplir le Doodle.**

Objet de la prochaine réunion : présenter des éléments de réflexion pour chacune des thématiques et constituer des groupes de travail par affinité.

Avancer sur la thématique « transitions démographiques ».

## Annexe

### Liste des membres du Conseil scientifique

Prénom	Nom	Fonction
Jean-Pierre	BALLIGAND	Ancien Vice-président de l'Assemblée nationale, Président de l'Institut de la Décentralisation et de la gouvernance territoriale
Salomé	BERLIOUX	Présidente de l'association Chemins d'Avenirs en charge de la mission sur « l'orientation et l'égalité des chances dans les zones rurales et les petites villes »
Michel	BOUVIER	Professeur Emérite en droit public de l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, Président de l'Association pour la Fondation internationale de finances publiques
Florence	CHALTIEL	Professeure des universités en droit public à Science po Grenoble, rédactrice en chef de la Revue de l'Union européenne
Eric	CHAREYRON	Directeur de la prospective chez Keolis
Géraldine	CHAVRIER	Professeure des universités en droit public à l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne
Gilles	FINCHELSTEIN	Directeur de la Fondation Jean-Jaurès
Sandro	GOZI	Ancien secrétaire d'Etat aux affaires européennes en Italie, conseiller auprès du Premier ministre
Jérôme	GUEDJ	Ancien Président du Conseil départemental de l'Essonne, consultant, animateur du Think tank « matière grise »
Géraud	GUIBERT	Conseiller maître à la Cour des comptes, Président de la Fabrique Ecologique
Eric	HEYER	Economiste à l'OFCE
Dominique	HOORENS	Directeur des études de l'USH
François	LANGLOIS	Administrateur général honoraire, ancien DGS de Collectivités
Philippe	MECHET	Conseiller auprès du Président d'EDF
Stéphane	QUERE	Directeur global smart Business ENGIE
Dominique	REYNIE	Professeur des universités à Sciences Po, Directeur général de la Fondation pour l'innovation politique.
Thomas	ROUGIER	Secrétaire général de l'Observatoire des finances et de la gestion publique locales
Emmanuel	VIGNERON	Professeur des universités en aménagement sanitaire à l'Université de Montpellier.